



ARRÊTE N° 992...../2024

Portant Réglementation temporaire de la circulation des animaux domestiques sur le Parc Nautique du Colosse à l'occasion du Dipavali 2024.

KR/WJ/PM/2024

- Vu les articles L.2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu l'article L.2122-24 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu l'article 1385 du Code Civil concernant la responsabilité des propriétaire, utilisateurs ou gardiens d'animaux.
- Vu les articles R.622-2 alinéa 1, 511-1 alinéa 6 du Code Pénal ; réprimés par l'article 131-13-1° du Code Pénal.

- ◆ Considérant la demande du service évènementiel de la commune de Saint-André qui organise le **Dipavali 2024 du mardi 12 au dimanche 17 Novembre 2024 de 09 heures à 23 Heures au parc Nautique du Colosse.**
- ◆ Considérant que pour sauvegarder l'hygiène publique et diminuer les risques d'accident sur les voies ouvertes à la circulation publique et sur les domaines publics ou privés de la Commune, il importe de réglementer la circulation des animaux domestiques, notamment des chiens qui troublent la tranquillité publique.
- ◆ Considérant qu'il y va aussi des intérêts des animaux que le propriétaire fasse tout ce qui est en son pouvoir pour éviter que ceux-ci restent indésirables en nuisant à la propreté ou à la sécurité et à la tranquillité des autres habitants.

ARRÊTE

Article 1

La fête de la lumière « Dipavali 2024 » organisée par le service évènementiel de la commune de Saint-André se déroulera sur le Parc Nautique du Colosse de Saint-André **du mardi 12 au dimanche 17 Novembre 2024 de 09 heures à 23 heures .**

Article 2

L'accès est interdit aux chiens, même tenus en laisse, lors de la manifestation citées dans l'article 1, **du mardi 12 au dimanche 17 Novembre 2024 de 09 heures à 23 heures :**

- ◆ Sur le Parc Nautique du Colosse.

ARRÊTE N° 992.....du 20/10.....2024

Article 3

L'accès au secteur défini par l'article 2 reste accessible aux chiens des services de police et ceux reconnus guides d'aveugle ou d'assistance.

Article 4

Les infractions au présent arrêté seront relevées conformément aux lois règlements en vigueur.

Article 5

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant, chef de la circonscription de la Police Urbaine de l'est, Monsieur le chef de la Police Municipale de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-André le 20 SEP. 2024



Pour le Maire et par délégation
De 11^{ème} Adjoint

Gilles NAZE